Saint-Brieuc, le 23 janvier 2019

Un boycott actif du CTL suppressions d'emplois 2019
Une soixantaine d'agents interpellent le directeur départemental !

A l'appui de collègues de tous les services de Saint-Brieuc, les organisations syndicales Solidaires, FO et CGT ont interpellé le directeur départemental sur les 23 nouvelles suppressions d'emplois et décidé de boycotter ce CTL, tout étant déjà décidé et rien n'étant négociable ou à négocier. Le texte de l'interpellation est ci-joint.

De plus, compte tenu du contexte social tendu (mouvement des gilets jaunes), du fait de la volonté du gouvernement de supprimer d'ici fin 2022 120000 postes dans le Fonction Publique (dont 50000 à l'État), de l'actualité que représente le PAS et du projet de nouveau réseau de la DDFIP 22 qui associe le Préfet, nous avons demandé une audience à ce dernier.

Nous avons été reçus par M. Le Breton, Préfet des Côtes d'Armor, et ce en présence de M. Le Buhan.

Ce qui nous a été clairement confirmé, c'est le projet gouvernemental de supprimer massivement des emplois dans toutes les administrations tout en ayant le projet ambitieux de moderniser le service public. Le Préfet a particulièrement insisté sur l'importance du service public de proximité et le rôle que devront jouer en tant que « guichets » les mairies et les maisons de service au public.

On ne parle donc plus de réorganiser le réseau DGFIP mais de créer un nouveau réseau de l'ensemble des services publics de l'État.

L'idée est donc de réorganiser les administrations de l'État en front office (autour de ces fameux « guichets ») / back office, ces derniers pouvant être implantés n'importe où sur le département

voire même la région et plus. Le Préfet a à ce titre cité l'exemple de la délivrance des cartes d'identité et passeports : seulement certaines mairies des Côtes d'Armor sont équipées pour effectuer les démarches et toutes les demandes, pour la région, sont traitées par la préfecture de Quimper. Il suffit donc d'imaginer ce que cela pourrait impliquer pour nos services...

Malgré nos demandes insistantes pour avoir des éléments plus concrets concernant leur projet commun de réorganisation du réseau DGFIP et des services de l'État dans les Côtes d'Armor (projet qui doit être remis au gouvernement d'ici 3 semaines), tant le Préfet que le Directeur nous ont assuré ne pas avoir encore de projet arrêté. Nous ne pouvons qu'en douter !

Malgré leur vibrant appel au dialogue social, nous ne pouvons que regretter l'absence de transparence concernant des projets qui vont impacter fortement et à long terme le département , les usagers ainsi que les agents, tant à titre professionnel que personnel.

Ce qui est par contre à noter, c'est que le projet gouvernemental connaît un réel contretemps compte-tenu de la mobilisation sociale des gilets jaunes. Ainsi, Préfet et DDFIP ont à plusieurs reprises insisté sur le fait qu'ils attendaient encore des notes de cadrage national (et notamment le nombre prévisionnel, d'ici fin 2022, des suppressions d'emplois à la DDFIP 22 concernant M. Le Buhan). Par ailleurs, la grand messe qui devait réunir au palais des congrès de Saint-Brieuc tous les directeurs régionaux et départementaux des administrations de l'État, prévue initialement le 12 décembre dernier, est reportée sine die.

Le climat est tel que même au sein du gouvernement, le projet de grande réforme de la fonction publique fait désormais débat :

https://www.letelegramme.fr/france/fonction-publique-l-executif-maintient-sa-reforme-malgre-des-doutes-22-01-2019-12189799.php

Que conclure ?
Que rien n'est joué, que face au projet du gouvernement de supprimer nos emplois et nos services, nous avons la possibilité de nous mobiliser.
Notre sort nous appartient !